



LE MÉGAPHONE

BULLETIN DE L'UNION LOCALE CNT
D'ARGENTEUIL ET DES ENVIRONS. N°4.

Espace Nelson MANDELA (BUREAU 117 au 1er ETAGE)
82, Boulevard du général Leclerc 95100 ARGENTEUIL
udcnt95@orange.fr / <http://udcnt95.eklablog.com>

C.E.T.A. : OPPOSONS-NOUS AU TRAITÉ DE LIBRE ECHANGE ENTRE LE CANADA ET L'UNION EUROPEENNE!!

LE C.E.T.A. : DE QUOI S'AGIT-IL?

Durant 8 ans des négociations ont eu lieu dans l'ombre, en catimini, entre des représentants des secteurs économiques, des politiciens européens et canadiens pour rédiger un traité (2344 pages) qui a été ratifié au début de l'année 2017 par le parlement européen. Depuis le 21 septembre il est entré, provisoirement, en vigueur mais, pour devenir définitif, il doit être approuvé par chaque parlement national, un seul vote négatif pouvant bloquer son application.

Or ce traité est une menace pour les services publics, pour les paysans/paysannes, pour la santé des consommateurs/trice, l'environnement et l'emploi.

SUR LE PLAN DES SERVICES PUBLICS.

Cet accord ouvre le secteur public à la concurrence des entreprises de droit canadien et réciproquement. Cette ouverture sera totale sauf quelques exceptions qui seront définies dans le cadre d'une « liste négative ». Ce traité est donc une contribution

au démantèlement des services publics, dans la continuité de la politique conduite dans les états de l'Union Européenne.

SOMBRES MENACES POUR LE MONDE AGRICOLE.

Le C.E.T.A. prévoit la suppression de plus de 93% des droits de douane canadiens et européens. L'U.E. prend l'engagement d'accepter des quotas d'importations élevés : 67000 tonnes de bœuf, 75000 tonnes de porc, 100 000 tonnes de blé. Ces mesures sont très favorables à l'agriculture extensive canadienne au détriment des producteurs européens. C'est donc un nouvel épisode de la guerre interne au capitalisme qui va s'ouvrir et dont les victimes seront des centaines d'agriculteurs/trices, profession qui connaît déjà un fort taux de suicides au quotidien.

DANGER POUR LA SANTE DES CONSOMMATEURS/TRICES.

Nous savons que depuis des décennies une grande partie de la production agricole génère de nombreuses pathologies. Or l'article 5.2.b du traité aggravera

les risques sanitaires pour les populations. Cet article dit que l'U.E. et le Canada s'engagent à « ... faire en sorte que les mesures sanitaires et phytosanitaires ne créent pas d'obstacles injustifiés au commerce... »!! En 1998 le Canada avait imposé l'importation de bœuf aux hormones à l'issue d'une bataille juridique. Cerise sur le gâteau frelaté : le traité ne reconnaît pas le principe de précaution qui figure pourtant sans le droit européen et la Constitution.

UN ACCORD QUI SE FOUT DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT.

Si Trump est stigmatisé pour son mépris vis-à-vis de la protection de la planète, ici les dirigeants européens et canadiens ne fixent aucune contrainte sur ce point. Hypocrisie de ces politiciens qui se gargarisent des accords de Paris et qui se couchent une nouvelle fois devant les exigences des industriels. L'accord ne s'oppose pas à des activités polluantes comme l'extraction du gaz de schiste. Il est vrai que le pouvoir canadien, depuis 2010, réalise des tests pour extraire ce gaz de schiste, ceci en territoire amérindien sans se soucier de la

réserve des terres de ces peuples autochtones.

LE C.E.T.A. : LIQUIDATEUR D'EMPLOIS.

Au-delà des belles paroles soporifiques des politiciens de droite comme de gauche ce traité est une menace pour l'emploi. Ce traité aura comme conséquence des restructurations, des fusions d'entreprises et donc des vagues de licenciements. A titre d'exemple l'ALENA (Accord mis en œuvre en 1994 entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada) a liquidé l'agriculture mexicaine. Les paysans mexicains se retrouvent ruinés. Selon Cruz Lopez Aguilar, le président de la Confédération Nationale des Paysans, « ...5 millions d'emplois agricoles ont été perdus et 2 millions d'hectares sont en jachère ...» depuis la mise en place de l'ALENA.

RESISTER POUR BLOQUER LA RATIFICATION DE L'ALENA.

En tant que travailleurs/ses, consommateurs/trices ce traité sera pour nous une nouvelle source de nuisances et de difficultés. C'est de ce point de vue que nous devons nous y opposer, **nullement au nom d'une certaine agriculture française dont une grande partie de la production pollue les terres, dégrade l'environnement et fournit des aliments néfastes pour la santé.** Nous rappelons que la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats des Exploitants Agricoles) a organisé le 22 septembre un rassemblement à Paris pour **défendre l'utilisation du glyphosate**, herbicide bourré de pesticides, alors que plus de 60% de la population est pour son interdiction.

Aussi est-il nécessaire de construire un rapport de forces à la base afin d'empêcher que l'Assemblée Nationale ratifie ce texte et donne satisfaction à tous les Monsanto de la planète. Comme le déclare le syndicat CGT-E en Espagne :

« ...Le OUI au C.E.T.A. c'est parier pour une société au service des élites... ».



UN SYNDICAT !

Parce que le syndicat est une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT !

Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE !

Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes.

ET SOLIDAIRE !

Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme parmi les travailleurs et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux et que nous sommes donc INTERNATIONALISTES.

Bulletin de contact/ Adhésion :

NOM :

PRENOM :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Adresse mail :

A retourner à notre adresse départementale. Ou par mail.

Vous pouvez également nous écrire à cette adresse pour recevoir 3 numéros gratuits du COMBAT SYNDICALISTE, mensuel de la CNT.